

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2008 — 2160

[2008/202373]

**19 JUIN 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon remplaçant le chapitre II du titre III du livre IV  
du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 109, alinéa 2, 190, 191 et 481 à 504;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 14 mai 2008;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le chapitre II du titre III du livre IV du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, les articles 481 à 504 sont remplacés par les dispositions suivantes :

*"Section 1<sup>re</sup>. — Généralités*

**Art. 481.** Au sens du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par le Ministre : le Ministre qui a le Patrimoine dans ses attributions.

**Art. 482.** La Commission est composée de 90 membres dont un président, trois vice-présidents, 41 membres effectifs, 41 membres "correspondants et suppléants" et 4 spécialistes nommés par le Gouvernement.

Afin d'assurer une représentation géographique équilibrée, les membres effectifs seront domiciliés et au nombre minimum de 4 dans la province du Brabant wallon, 8 dans la province de Hainaut, 8 dans la province de Liège, 4 dans la province de Luxembourg et 4 dans la province de Namur.

Cette représentation géographique vaut pour chaque membre "correspondant et suppléant" appelé à remplacer son membre effectif.

**Art 483.** Ils sont nommés sur la base de leur expérience acquise dans l'exercice d'activités régulières, présentes ou passées, en matière de patrimoine, pour un mandat de cinq ans renouvelables.

Ne peuvent être nommés membres de la Commission, les agents de l'Administration et de l'Institut visés à l'article 187.

Nul ne peut être désigné comme membre s'il a été condamné ou est membre d'un organisme ou d'une association qui a été condamnée, en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, pour non respect des principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.

Cette interdiction cesse dix années après la décision de justice précitée, s'il peut être établi que la personne ou l'association a publiquement renoncé à son hostilité vis-à-vis des principes démocratiques énoncés par les dispositions visées à l'alinéa qui précède.

Elle cesse un an après la décision de justice précitée, si la personne a démissionné de l'association en raison de et immédiatement après la condamnation de cette dernière pour non-respect des principes démocratiques énoncés par les dispositions visées à l'alinéa qui précède."

Sauf dérogation du Gouvernement, la limite d'âge est fixée à 67 ans accomplis.

**Art. 484.** Le Gouvernement wallon désigne parmi les membres de la Commission pour un mandat de cinq ans renouvelable le président et trois vice-présidents.

**Art 485.** Les travaux de la Commission sont dirigés par son président.

*Section 2. — Des Organes de la Commission*

*Sous-section 1<sup>re</sup>. — De la Chambre régionale*

**Art. 486.** La chambre régionale est composée de 49 membres, à savoir le président, les 3 vice-présidents, les 14 membres effectifs et les 4 spécialistes. Elle est dirigée par le président.

**Art. 487.** La chambre régionale est organisée en 3 sections : une section des monuments et ensembles architecturaux, une section des sites et une section des fouilles.

**Art. 488.** Les sections sont composées comme suit :

1° pour la section des monuments et ensemble architecturaux : 1 vice-président, 22 membres effectifs, 1 spécialiste en organologie et 1 spécialiste en mobilier et décors peints;

2° pour la section des sites : 1 vice-président, 12 membres effectifs, 1 spécialiste en parcs et jardins et 1 spécialiste en géologie;

3° pour la section des fouilles : 1 vice-président et 7 membres effectifs.

L'affectation des membres effectifs aux sections de la chambre régionale est décidée par l'arrêté par lequel le Gouvernement nomme les membres effectifs de la chambre régionale.

**Art. 489.** Afin d'assurer une représentation géographique équilibrée, les membres effectifs sont répartis comme suit :

1° pour la section des monuments : au moins 2 membres effectifs domiciliés dans la province du Brabant wallon, 4 membres effectifs domiciliés dans la province de Hainaut, 4 membres effectifs domiciliés dans la province de Liège, 2 membres effectifs domiciliés dans la province de Luxembourg et 2 membres effectifs domiciliés dans la province de Namur;

2° pour la section des sites : au moins 1 membre effectif domicilié dans la province du Brabant wallon, 3 membres effectifs domiciliés dans la province de Hainaut, 3 membres effectifs domiciliés dans la province de Liège, 1 membre effectif domicilié dans la province de Luxembourg et 1 membre effectif domicilié dans la province de Namur;

3° pour la section des fouilles : au moins 1 membre effectif domicilié dans la province du Brabant wallon, 1 membre effectif domicilié dans la province de Hainaut, 1 membre effectif domicilié dans la province de Liège, 1 membre effectif domicilié dans la province de Luxembourg et 1 membre effectif domicilié dans la province de Namur.

**Art. 490.** Les travaux de chacune des trois sections sont dirigés par son vice-président.

**Art. 491.** En l'absence d'un membre effectif, un membre "correspondant et suppléant" siège.

#### Sous-section 2. — Des Chambres provinciales

**Art. 492.** Les chambres provinciales sont composées de :

a) 5 membres effectifs, un membre par chambre provinciale, désignés par le Gouvernement et qui présideront aux travaux;

b) 41 membres "correspondants et suppléants" répartis dans chaque chambre provinciale en fonction de leur lieu de domicile.

#### Sous-section 3. — Du bureau

**Art. 493.** Le bureau est composé de 10 membres à savoir, le président, les trois vice-présidents et deux membres effectifs élus par chaque section en son sein.

#### Section 3. — Du secrétariat

**Art. 494.** Le secrétariat est assuré conformément à l'article 4, § 3, du décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui regarde le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne.

Le Conseil économique et social de la Région wallonne désigne à cet effet au sein de son personnel un secrétaire permanent, un ou plusieurs secrétaires adjoints et un ou plusieurs assistants.

Le secrétariat des chambres provinciales est assuré par un agent de l'administration.

#### Section 4. — Des missions

**Art. 495.** Outre les propositions et avis requis par le présent Code, la Commission est chargée :

1° à la demande de l'administration, de donner un avis sur l'autorisation d'effectuer des actes ou des travaux sur tout bien immobilier ayant fait l'objet d'une enquête publique en vue du classement ou sur tout bien immobilier pour lequel l'inventaire du patrimoine visé à l'article 192 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine mentionne le signe graphique "●", conformément aux conventions cartographiques de l'inventaire;

2° à la demande du Gouvernement, de donner un avis sur tout avant-projet de décret ou de projet d'arrêté relatif au patrimoine.

#### Section 5. — Des activités

**Art. 496.** Le Ministre autorise la Commission à mettre en œuvre, les activités suivantes :

1° de manière ponctuelle, la publication d'ouvrages ayant trait au patrimoine et, notamment, la publication du Bulletin et des Dossiers de la Commission;

2° la conservation, la gestion et la valorisation du Centre d'Archives et de Documentation de la Commission royale;

3° de manière ponctuelle, la participation à des séminaires, salons et colloques, en Belgique ou à l'étranger;

4° de manière ponctuelle, l'organisation, en Belgique ou à l'étranger, de conférences, colloques, expositions et manifestations de promotion et d'information en matière de patrimoine.

#### Section 6. — Du fonctionnement de la Commission

##### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Généralités

**Art. 497.** Le président de la Commission reçoit les demandes d'avis de l'Administration.

**Art. 498.** La Commission envoie son avis dans un délai ne dépassant pas, à dater de la réception du dossier :

1° trente jours lorsqu'il porte :

a) sur l'inscription ou le retrait d'un bien immobilier sur la liste de sauvegarde;

b) sur une demande de permis relative à un bien immobilier situé dans une zone de protection ou localisé dans un site mentionné à l'atlas des sites archéologiques;

c) sur une demande ou un retrait d'autorisation de fouilles ou de sondages archéologiques;

d) sur une demande de permis d'urbanisme, qui ne fait pas l'objet d'un certificat de patrimoine, relative à un bien inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé;

e) sur une décision déclarant, sur base de l'article 246, qu'il est d'utilité publique d'occuper un site pour procéder à des sondages archéologiques ou à des fouilles et l'expropriation de sites archéologiques;

f) sur l'établissement d'une zone de protection autour d'un bien immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé;

2° quarante jours lorsqu'il porte :

a) sur une demande de certificat de patrimoine;

b) sur une décision prise sur la base de l'article 245 en vue de faire procéder à des sondages archéologiques ou à des fouilles de sauvetage ou sur la reconnaissance de fouilles de statut régional;

3° soixante jours lorsqu'il porte :

a) sur une procédure de classement ou de déclassement d'un bien immobilier;

b) sur toute procédure relative à un bien inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel de la Région wallonne et à son éventuelle zone de protection.

**Art. 499.** La Commission se réunit en section ou en chambre provinciale pour l'examen des dossiers et la remise des avis ou des propositions au président et secrétaire permanent. Ceux-ci transmettent les avis, propositions et rapports au nom de la Commission.

**Art. 500.** Les organes de la Commission ne délibèrent valablement que si la majorité au moins des membres régulièrement convoqués est présente.

A défaut, il est convoqué une nouvelle réunion qui se tient dans les huit jours avec le même ordre du jour. Dans ce cas, le quorum des présences visé à l'alinéa premier n'est plus nécessaire pour délibérer.

**Art. 501.** Les décisions sont acquises à la majorité absolue des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président ou du vice-président dirigeant les travaux est prépondérante.

Il est dressé procès-verbal des réunions.

**Art. 502.** Les avis, rapports et propositions sont notifiés au nom de la Commission conjointement par le président et le secrétaire permanent.

#### Sous-section 2. — Du bureau

**Art. 503.** Le bureau organise les travaux de la Commission et harmonise les divergences de vues qui pourraient éventuellement survenir entre plusieurs sections.

A titre exceptionnel, le bureau peut modifier l'avis préparé par une chambre ou une section.

Le bureau peut interroger les membres de la Commission sur tout dossier.

#### Sous-section 3. — Dispositions diverses

**Art. 504.** Est réputé démissionnaire :

a) le membre qui atteint l'âge de 67 ans au cours de son mandat, sauf dérogation du Gouvernement;

b) sur décision de l'organisme, le membre :

- qui a été absent de manière non justifiée à plus de 3 réunions consécutives auxquelles il a été régulièrement convoqué;

- qui a été absent sans raison médicale à plus de la moitié des réunions tenues au cours des douze derniers mois auxquelles il a été régulièrement convoqué;

- qui ne respecte pas le caractère confidentiel des délibérations ou des documents, lorsqu'un tel caractère confidentiel est reconnu conformément aux dispositions de nature légale ou réglementaire, en ce compris celles qui résultent du règlement d'ordre intérieur;

- qui marque une hostilité ou est membre d'un organisme ou d'une association qui marque une hostilité vis-à-vis des principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.

Sur la proposition du Ministre, le Gouvernement pourvoit à son remplacement pour le terme du mandat.

**Art. 504/1.** Assistent de droit avec voix consultative aux réunions des sections et du bureau, le ou les secrétaires visés à l'article 494, alinéa 2, ainsi que le ou les représentants de l'Administration.

La Commission peut recueillir toute information nécessaire à l'accomplissement de ses missions et activités. Elle peut inviter toute autre personne à faire état de questions particulières.

**Art. 504/2.** Le Ministre détermine la nature, le montant et les conditions d'octroi des émoluments, en ce compris des jetons de présence, accordés aux membres. Ils bénéficient des frais de déplacement et des indemnités prévues pour les agents des services du Gouvernement wallon en vertu du Code de la Fonction publique.

**Art. 504/3.** La Commission établit un rapport annuel, consultable sur internet, de ses missions et de ses activités. Le rapport annuel est adressé, par le président, au Parlement et au Gouvernement avant la fin du mois de septembre de l'année qui suit.

**Art. 504/4.** § 1<sup>er</sup>. Les membres de la Commission, les personnes invitées et les membres des secrétariats sont tenus au devoir de réserve et à la discrétion quant aux initiatives prises et aux avis rendus et quant aux débats qui en ont précédé l'adoption.

Il est interdit à tout membre de la commission d'être présent à la délibération sur des objets auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, avant ou après sa nomination, ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel ou direct.

§ 2. Le Gouvernement peut, sur avis de la Commission et sur la proposition du Ministre, conférer le titre de membre honoraire aux anciens membres qui ont siégé pendant plus de sept années au sein de la Commission.

**Art. 504/5.** La Commission établit son règlement d'ordre intérieur, approuvé par le Ministre."

**Art. 2.** La demande d'avis sollicitée antérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté poursuit son instruction selon les dispositions en vigueur à cette date.

**Art. 3.** Le Ministre du Patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 juin 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,  
J.-C. MARCOURT

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2008 — 2160

[2008/202373]

**19 JUNI 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot vervanging van hoofdstuk II van titel III van boek IV van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 109, tweede lid, 190, 191 en 481 tot 504;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 14 mei 2008;

Op de voordracht van de Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

Besluit :

**Artikel 1.** In hoofdstuk II van titel III van boek IV van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium worden de artikelen 481 tot 504 vervangen als volgt :

*"Afdeling 1. — Algemeen*

**Art. 481.** In de zin van dit hoofdstuk dient te worden verstaan onder de Minister : de Minister bevoegd voor Patrimonium;

**Art. 482.** De Commissie bestaat uit 90 leden, waaronder één voorzitter, drie ondervoorzitters, 41 gewone leden, 41 "overeenstemmende en plaatsvervangende" leden en 4 deskundigen benoemd door de Regering.

Met het oog op een evenwichtige geografische vertegenwoordiging zullen de gewone leden hun woonplaats hebben als volgt : minstens 4 in de provincie Waals-Brabant, 8 in de provincie Henegouwen, 8 in de provincie Luik, 4 in de provincie Luxemburg en 4 in de provincie Namen.

Die geografische vertegenwoordiging geldt voor elk "overeenstemmend en plaatsvervangend" lid dat zijn gewoon lid zal moeten vervangen.

**Art. 483.** Ze worden voor een verlengbaar mandaat van vijf jaar benoemd op grond van hun ervaring opgedaan in de uitoefening van regelmatige, aanwezige of vroegere activiteiten inzake patrimonium.

De personeelsleden van het Bestuur en van het in artikel 187 bedoelde Instituut mogen niet worden benoemd tot lid van de Commissie.

Niemand mag als lid aangewezen worden als hij veroordeeld is of als hij lid is van een organisme of een vereniging die krachtens een in kracht van gewijsde getreden rechterlijke beslissing veroordeeld is voor niet-naleving van de democratische principes zoals vermeld in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de Grondwet, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden of in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.

Dit verbod houdt op tien jaar na de beslissing van bovenvermelde rechterlijke beslissing, als kan worden bewezen dat de persoon of de vereniging publiekelijk afgezien heeft van zijn/haar vijandige houding tegen de democratische principes vermeld in de in het vorige lid bedoelde bepalingen.

Het houdt op 1 jaar na de beslissing van bovenvermelde rechterlijke beslissing, als de persoon uitgetreden is uit de vereniging wegens en onmiddellijk na de veroordeling van laatstgenoemde voor niet-naleving van de democratische principes vermeld in de in het vorige lid bedoelde bepalingen."

Behalve afwijking van de Regering wordt de leeftijdsgrens bepaald op de volle leeftijd van 67 jaar.

**Art. 484.** Onder de leden van de Commissie wijst de Waalse Regering de voorzitter en drie ondervoorzitters aan voor een verlengbaar mandaat van vijf jaar.

**Art. 485.** De voorzitter van de Commissie heeft de leiding van de werkzaamheden van laatstgenoemde.

*Afdeling 2. — Organen van de Commissie**Onderafdeling 1. — De Gewestelijke Kamer*

**Art. 486.** De gewestelijke Kamer bestaat uit 49 leden, namelijk de voorzitter, de drie ondervoorzitters, de 41 gewone leden en de 4 deskundigen. Ze wordt voorgezeten door de voorzitter.

**Art. 487.** De Gewestelijke Kamer is in drie afdelingen georganiseerd : een afdeling monumenten en architectonische gehelen, een afdeling sites en een afdeling opgravingen.

**Art. 488.** De afdelingen zijn samengesteld als volgt :

1° voor de afdeling monumenten en architectonische gehelen : 1 ondervoorzitter, 22 gewone leden, 1 deskundige in organologie en 1 deskundige in meubilair en geschilderde versieringen;

2° voor de afdeling sites : 1 ondervoorzitter, 12 gewone leden, 1 deskundige in parken en tuinen en 1 deskundige in geologie;

3° voor de afdeling opgravingen : 1 ondervoorzitter en 7 gewone leden.

De aanstelling van de gewone leden in de afdelingen van de gewestelijke kamer wordt bepaald bij het besluit waarbij de Regering de gewone leden van de gewestelijke kamer benoemt.

**Art. 489.** Met het oog op een evenwichtige geografische vertegenwoordiging worden de gewone leden verdeeld als volgt :

1° voor de afdeling monumenten : minstens 2 gewone leden met woonplaats in de provincie Waals-Brabant, 4 gewone leden met woonplaats in de provincie Henegouwen, 4 gewone leden met woonplaats in de provincie Luik, 2 gewone leden met hun woonplaats in de provincie Luxemburg en 2 gewone leden met hun woonplaats in de provincie Namen;

2° voor de afdeling sites : minstens 1 gewoon lid met woonplaats in de provincie Waals-Brabant, 3 gewone leden met woonplaats in de provincie Henegouwen, 3 gewone leden met woonplaats in de provincie Luik, 1 gewoon lid met woonplaats in de provincie Luxemburg en 1 gewoon lid met woonplaats in de provincie Namen;

3° voor de afdeling opgravingen : minstens 1 gewoon lid met woonplaats in de provincie Waals-Brabant, 1 gewoon lid met woonplaats in de provincie Henegouwen, 1 gewoon lid met woonplaats in de provincie Luik, 1 gewoon lid met woonplaats in de provincie Luxemburg en 1 gewoon lid met woonplaats in de provincie Namen.

**Art. 490.** De ondervoorzitter van elke van de drie afdelingen heeft de leiding van de werkzaamheden van laatstgenoemden.

**Art. 491.** Als een gewoon lid afwezig is, heeft een "overeenstemmend en plaatsvervangend" lid zitting.

#### Onderafdeling 2. — De Provinciekamers

**Art. 492.** De provinciekamers bestaan uit :

a) 5 gewone leden, een lid per provinciekamer, die door de Regering worden aangewezen en die de werkzaamheden voorzitten;

b) 41 "overeenstemmende en plaatsvervangende" leden verdeeld in elke provinciekamer naar gelang van hun woonplaats.

#### Onderafdeling 3. — Het Bureau

**Art. 493.** Het bureau bestaat uit 10 leden, namelijk de voorzitter, de drie ondervoorzitters en twee gewone leden die door elke sectie uit zijn midden worden verkozen.

#### Afdeling 3. — Het secretariaat

**Art. 494.** Het secretariaat wordt waargenomen overeenkomstig artikel 4, § 3, van het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging, wat de gewestelijke economische raad voor Wallonië betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie en tot oprichting van een Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest.

De Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest wijst daartoe een vaste secretaris, één of meer adjunct-secretarissen en één of meer assistenten binnen zijn personeel aan.

Het secretariaat van de provinciekamers wordt door een personeelslid van het bestuur waargenomen.

#### Afdeling 4. — Opdrachten

**Art. 495.** Naast de bij dit Wetboek vereiste voorstellen en adviezen heeft de Commissie de volgende opdrachten :

1° op verzoek van het bestuur moet ze advies uitbrengen over de machtiging om handelingen of werkzaamheden uit te voeren op elk onroerend goed dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een openbaar onderzoek met het oog op de klassering of op elk onroerend goed waarvoor de in artikel 192 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium bedoelde patrimoniuminventaris het grafische teken " ● " vermeldt, overeenkomstig de cartografische bepalingen van de inventaris;

2° op verzoek van de Regering moet ze advies uitbrengen over elk voorontwerp van decreet of ontwerp van besluit betreffende het patrimonium.

#### Afdeling 5. — Activiteiten

**Art. 496.** De Minister machtigt de Commissie om de volgende activiteiten te verrichten :

1° bij gelegenheid, de bekendmaking van werken betreffende het patrimonium en met name, de bekendmaking van het officieel bericht en van de dossiers van de Commissie;

2° het behoud, het beheer en de valorisatie van het Centrum voor Archieven en Documentatie van de Rijkscommissie;

3° bij gelegenheid, de deelneming aan seminaria, salons en colloquia, in België en in het buitenland;

4° bij gelegenheid, de organisatie, in België of in het buitenland, van conferenties, colloquia, tentoonstellingen en evenementen voor de bevordering en de informatie inzake patrimonium.

#### Afdeling 6. — Werking van de Commissie

##### Onderafdeling 1. — Algemeen

**Art. 497.** De voorzitter van de Commissie ontvangt de aanvragen om advies van het Bestuur.

**Art. 498.** De Commissie brengt advies uit binnen een termijn dat te rekenen van de ontvangst van het dossier niet hoger is dan :

1° dertig dagen wanneer het betrekking heeft op :

a) de opneming of de schrapping van een onroerend goed op/van de beschermingslijst;

b) een vergunningsaanvraag betreffende een onroerend goed gelegen in een beschermingsgebied of gelokaliseerd in een landschap vermeld in de atlas van de archeologische sites;

c) een aanvraag of een intrekking van de toelating tot opgravingen of archeologische peilingen;

d) een aanvraag om stedenbouwkundige vergunning die niet het voorwerp uitmaakt van een patrimoniumsattest, betreffende een goed dat opgenomen is op de beschermingslijst of dat geklasseerd is;

e) een beslissing, waarbij op grond van artikel 246 wordt verklaard dat het openbaar nut de bezetting van een plaats vordert met het oog op de uitvoering van archeologische peilingen en opgravingen en de onteigening van archeologische sites;

f) het omlijnen van een beschermingsgebied rondom een onroerend goed dat opgenomen is op de beschermingslijst of dat geklasseerd is;

2° veertig dagen wanneer het betrekking heeft op :

a) een aanvraag om patrimoniumsattest;

b) een beslissing genomen op grond van artikel 245 met het oog op de uitvoering van archeologische peilingen of beschermingsopgravingen of op de erkenning van opgravingen met een gewestelijk statuut;

3° zestig dagen wanneer het betrekking heeft op :

a) een procedure voor de klassering of declassering van een onroerend goed;

b) elke procedure betreffende een goed dat opgenomen is op de lijst van het buitengewoon patrimonium van het Waalse Gewest en betreffende zijn eventueel beschermingsgebied.

**Art. 499.** De Commissie vergadert in sectie of provinciekamer voor de behandeling van de dossiers en het uitbrengen van de adviezen of de voorstellen aan de voorzitter en aan de vaste secretaris. Laatstgenoemden maken de adviezen, voorstellen en verslagen namens de Commissie over.

**Art. 500.** De organen van de Commissie beraadslagen slechts geldig indien ten minste de helft van de regelmatig opgeroepen leden aanwezig is.

Zoniet wordt een nieuwe vergadering bijeengeroepen, die binnen acht dagen met dezelfde agenda wordt gehouden. In dit geval is het in het eerste lid bedoelde aanwezigheidsquorum niet meer nodig om te beraadslagen.

**Art. 501.** De beslissingen worden genomen bij volstreekte meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter of van de ondervoorzitter die de werkzaamheden leidt, doorslaggevend.

Er wordt een proces-verbaal van de vergaderingen opgesteld.

**Art. 502.** De adviezen, verslagen en voorstellen worden samen door de voorzitter en de vaste secretaris namens de Commissie betekend.

#### Onderafdeling 2. — Bureau

**Art. 503.** Het bureau organiseert de werkzaamheden van de Commissie en harmoniseert de verschillen van meningen die eventueel zouden kunnen ontstaan tussen verschillende secties.

Bij wijze van uitzondering kan het bureau het door een kamer of een sectie voorbereide advies wijzigen.

Het bureau kan de leden van de Commissie over elk dossier ondervragen.

#### Onderafdeling 3. — Diverse bepalingen

**Art. 504.** Als ontslagnemend wordt beschouwd :

a) het lid dat tijdens zijn mandaat de leeftijd van 67 jaar heeft bereikt, behoudens toelating van de Regering;

b) op beslissing van het organisme, het lid :

- dat op niet-gerechtigde wijze afwezig is geweest van meer dan 3 opeenvolgende vergaderingen waarvoor hij regelmatig is opgeroepen;

- dat zonder medische reden afwezig is geweest op meer dan de helft van de tijdens de twaalf laatste maanden georganiseerde vergaderingen, waarvoor hij regelmatig is opgeroepen;

- dat de vertrouwelijke aard van de beraadslagingen of van de documenten niet naleeft, wanneer een dergelijke vertrouwelijke aard erkend is overeenkomstig de wettelijke of reglementaire bepalingen, met inbegrip van de bepalingen van het huishoudelijk reglement;

- dat een vijandige houding heeft of dat lid is van een organisme of een vereniging die een vijandige houding heeft tegen de democratische principes zoals vermeld in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de Grondwet, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden of in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.

Op voorstel van de Minister voorziet de Regering in zijn vervanging voor het einde van het mandaat.

**Art. 504/1.** De in artikel 494, tweede lid, bedoelde secretaris/ssen alsmede de vertegenwoordiger/s van het Bestuur wonen de vergaderingen van de afdelingen en van het bureau met raadplegende stem bij.

De Commissie mag alle nodige informatie voor het vervullen van haar opdrachten en activiteiten verzamelen. Ze kan elke andere persoon erom verzoeken om bijzondere vragen te stellen.

**Art. 504/2.** De Minister bepaalt de aard, het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de emolumenten, met inbegrip van de presentiegelden, die aan de leden worden verleend. Ze krijgen de reiskosten en de vergoedingen voorzien voor de diensten van de Waalse Regering krachtens de Waalse Ambtenarencode.

**Art. 504/3.** De Commissie maakt een jaarlijks verslag van haar opdrachten en activiteiten op, dat op internet te raadplegen is. Het jaarlijkse verslag wordt door de voorzitter overgemaakt aan het Parlement en aan de Regering vóór het einde van de maand september van het volgende jaar.

**Art. 504/4.** § 1. De leden van de Commissie, de uitgenodigde personen en de leden van de secretariaten hebben zwijgplicht en plicht tot terughoudendheid wat betreft de genomen initiatieven en de uitgebrachte adviezen en de besprekingen die voorafgingen aan de aanneming ervan.

Het is ieder lid van de Commissie verboden te beraadslagen over aangelegenheden waaraan hij hetzij persoonlijk hetzij als zaakgelastigde vóór of na zijn benoeming rechtstreeks belang heeft, of waaraan zijn bloed- of aanverwanten tot en met de vierde graad persoonlijk of rechtstreeks belang hebben.

§ 2. De Regering kan op advies van de Commissie en op voorstel van de Minister de titel van erelid toekennen aan de voormalige leden die gedurende meer dan zeven jaar binnen de Commissie zitting hebben gehad.

**Art. 504/5.** De Commissie maakt haar huishoudelijk reglement op, dat door de Minister wordt goedgekeurd.

**Art. 2.** De adviesaanvraag die vóór de inwerkingtreding van dit besluit werd aangevraagd, wordt verder behandeld volgens de op deze datum vigerende bepalingen.

**Art. 3.** De Minister van Patrimonium is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 juni 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel en Patrimonium,  
J.-C. MARCOURT